

Débat européen

La traçabilité sociale, une affaire d'éthique et d'efficacité

Une proposition de résolution sur le « fabriqué en France » a été votée à l'unanimité par l'Assemblée nationale. Il faut aller beaucoup plus loin, estime la CFTC, et s'appuyer sur l'Europe pour imposer une véritable traçabilité sociale.



Photo : Brad Pict / Fotolia

> LA TRAÇABILITÉ : UN ENJEU INCONTOURNABLE POUR LES ENTREPRISES
Elle offre la possibilité d'améliorer la production et de garantir la qualité des produits

C'est un tout premier pas, une centaine de députés a déposé le 2 février dernier à l'Assemblée nationale une proposition de résolution visant à développer le « fabriqué en France » et permettant au consommateur d'identifier l'origine des produits qu'il achète.

INFORMER LE CONSOMMATEUR

Pourquoi pas ? On progresse ainsi doucement aux deux extrémités de la chaîne en protégeant l'emploi en France et en informant un consommateur qui ne demande qu'à l'être, et de manière plus systématique.

Est-ce toutefois suffisant ? « Nous sommes favorables à cette attention portée aux productions françaises, satisfaits de les voir reconnues à l'international et servir l'emploi dans notre pays », estime Joseph Thouvenel, Vice-Président de

la CFTC. Mais il faudrait aussi aller plus loin et s'engager fermement pour imposer une véritable traçabilité sociale des produits importés.

UN CERCLE VERTUEUX

« L'Europe est le seul levier crédible et puissant capable d'imposer à nos échanges une traçabilité qui permette d'exclure les produits en cas de doute sur les conditions dans lesquelles ils ont été fabriqués, qu'il s'agisse du travail forcé, des enfants, de salaires de misère ou de conditions inhumaines de travail », assure Joseph Thouvenel. En outre, on imagine mal convaincre nos partenaires européens en commençant par prôner le « fabriqué en France ».

Le protectionnisme n'est pas en soi un gros mot. Protéger les travailleurs, leur famille et leurs enfants est même la première mission d'un

syndicat comme la CFTC. Mais ce qui est bon pour la France ou pour l'Europe doit aussi l'être pour la planète.

« C'est une question de morale, tranche le dirigeant confédéral, mais elle rejoint à l'évidence l'intérêt bien compris de l'économie : une mondialisation respectueuse des femmes et des hommes assure aussi une concurrence plus loyale et des marchés qui se développent. » Un cercle vertueux, en somme. *

Philippe Haumont

Tableau de bord

Indicateurs économiques

- **Croissance économique**
(évolution du PIB)
+ 0,2 % (au 4^e trimestre 2011)
- **Inflation**
+ 0,8 %
(en mars 2012, évolution mensuelle)
- **Consommation des ménages**
+ 3,0 % (en février 2012)
- **Indice des prix à la consommation**
+ 0,4 %
(en février 2012, évolution mensuelle)

Emploi - Salaires

- **Chômage, y compris DOM**
(au sens du BIT)
9,8 % (au 4^e trimestre 2011)
- **SMIC mensuel brut en euros**
pour 151,67 h de travail
1 398,37 €
(depuis le 30/03/2012) *

Source : Insee